

L'apport des TIC dans la lutte contre la pauvreté au Sud

Depuis des lustres, les pays en développement connaissent un état de pauvreté croissant qui préoccupe presque toutes les instances mondiales. Le boom économique que connaît notre siècle n'a guère apporté de nouvelles solutions au contraire, la globalisation de l'économie, marquée par un bondissement économique des pays industrialisés de même que de nouveaux riches comme la Chine, la crise financière due à l'instabilité des matières premières déséquilibre les efforts des pays pauvres qui n'arrivent pas toujours à émerger et continuent de sombrer dans la pauvreté, et ce malgré les différentes mesures prises par les organisations internationales pour sortir ceux-ci de la crise économique. Cependant, force est de constater que les progrès économiques accomplis par les pays pauvres depuis le début du millénaire montrent que la stabilité des échanges, qui passe par un environnement international bancaire et financier propice, est vitale.

Dans les institutions de Bretton Woods, on aime outrageusement l'Afrique, M. Dominique Strauss-Kahn parle désormais de croissance et plaide pour plus de moyens financiers – pour son institution –, à charge pour lui d'en allouer une petite partie aux vingt-deux Etats les plus fragilisés par la crise actuelle. Ceux-ci auraient besoin de quelque 25 milliards de dollars d'après lui. Si rien n'est fait, le nombre des pays victimes sera multiplié par deux, et les besoins passeraient alors à 140 milliards. Aux institutions de Washington, on pronostique d'ores et déjà quelque quarante-six millions de pauvres supplémentaires. C'est là une vérité cruelle. Nous pouvons la déplorer. Cependant, les pays pauvres peuvent aussi en tirer de la détermination, pour conquérir une vraie place dans ce monde impitoyable, nous devons partir du vocable **réduction** de la pauvreté pour franchir le cap de l'**éradication** de la pauvreté.

C'est ici que la crise actuelle peut devenir une formidable opportunité, si les différents décideurs et acteurs de développement veulent bien se donner la peine de mobiliser toutes les ressources intellectuelles dont ils disposent, pour concevoir leur avenir commun.

Comme on peut bien le voir à nos jours, les pays en développement ne peuvent se contenter indéfiniment d'exporter des matières premières, qui ne sont pas le fruit du labeur des peuples, mais une chance qui tient du plus pur hasard : **la nature**. Ils ne peuvent persister à dépenser des milliards de dollars pour importer ce qu'ils peuvent aisément produire sur leur sol. Ils ne peuvent s'accrocher, sans discernement, à des concepts qu'ils n'ont pas pensés, à des normes qu'ils n'ont pas voulues, esclaves inconscients de mots piégés.

A l'heure où se redessinent les contours du nouveau capitalisme, toutes les régions du monde s'organisent pour peser d'un poids déterminant. Comme le disait une célèbre journaliste « l'Afrique, pour ne pas être reléguée à un strapontin, doit, plus que jamais, poser des actes qui montrent qu'elle a réellement envie de s'en sortir ».

Face à tout cela, notre ère est surtout marquée par une nouvelle révolution que sont les technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles apparaissent ici comme instrument de rapprochement des hommes, des peuples, des institutions et

des États. Ces nouvelles technologies bouleversent effectivement nos façons de vivre et de travailler en apportant des améliorations considérables qui permettent d'évoluer dans quelque domaine que ce soit. Cette évolution positive et parfois négative malheureusement (criminalité, pédophilie, spam, escroquerie etc.) a heureusement contraint la communauté mondiale à définir les politiques de promotion de l'outil.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'on peut considérer les TIC comme un catalyseur pour le développement des pays pauvres. Au regard des retombées actuelles de leur utilisation dans les pays industrialisés, il est certain que les pays du Sud peuvent s'en sortir grâce à ces technologies. Le souci actuel semble être le peu d'intégration dans les habitudes des populations locales : les différents usages des TIC et ce qu'ils peuvent apporter comme avantages sont méconnus de ceux-ci. Dans ces pays, on en est encore à faire la priorité des problèmes de famine, d'eau potable, d'électricité, etc. Sur le terrain, on se surprend parfois en train de se poser la question de savoir si les TIC sont vraiment ce dont les populations locales ont réellement besoin pour améliorer leur condition de vie.

Du point de vue de certains observateurs, les TIC constituent un luxe pour un continent qui a du mal à se départir de ses problèmes de base, alors que désormais, plusieurs travaux montrent l'impact positif de cet outil presque sur tous les domaines liés au développement de l'humanité. Forts de ceci, les TIC peuvent être un canal, un moyen à exploiter pour améliorer les techniques utilisées pour résoudre certains problèmes. Il est souhaitable que les acteurs impliqués puissent tirer profit de ces technologies nouvelles et en imprégner les habitudes des populations qui se les approprieront pour leur développement. Si les entreprises peuvent lancer un challenge, les TIC pourront permettre d'optimiser les opportunités et leurs activités commerciales. On peut dans ce cas constater un élargissement du marché qui attirera les investisseurs et les débouchés. Le commerce sur internet peut aussi constituer un élément qui rassure les investisseurs et les consommateurs, ce qui sécurise et protège.

Au Cameroun, le paysage institutionnel en matière de TIC a considérablement évolué pendant les deux dernières décennies. Ainsi, elles sont aujourd'hui nombreuses, les Institutions créées ou réformées par les autorités et rendues opérationnelles (ou alors en cours d'opérationnalisation), pour animer ce secteur. On peut citer :

- CENADI (Centre de Développement de l'Informatique),
- ART (Agence de Régulation des Télécommunications),
- CAMTEL (Cameroon Telecommunication),
- ARSEL (Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité),
- AER (Agence d'Électrification Rurale),
- ANTIC (Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication),

Sans oublier une kyrielle de Sociétés privées de même nature dont la création et l'installation ont été facilitées par le dynamisme institutionnel irréfutable de ce secteur. Premier constat donc, la prise en compte des technologies oblige à la

modification et l'évolution des structures d'encadrement de l'économie au sens large du terme d'où son apport à la lutte contre la pauvreté.

La question logistique ou les infrastructures

Le problème qui se pose dans le processus d'appropriation des TIC au Cameroun et dans la majorité des pays du Sud reste celui du coût du matériel informatique considéré comme l'équipement fondamental dans le domaine. Pour essayer de lever ce handicap, de nombreux pays ont décidé la défiscalisation totale de tout matériel informatique. Au Cameroun, cette mesure a été incitative pour les Camerounais qui s'intéressent de plus en plus à la chose informatique. Pour s'en convaincre, le taux statistique est croissant dans les services publics et privés ainsi que dans certains Établissements (supérieurs, secondaires et primaires), et désormais dans les domiciles privés. Cependant la couche vulnérable reste moins bénéficiaire de cette avancée.

Un appui considérable de l'international

Afin d'encourager les dynamiques nationales et maximiser l'impact dans le domaine, il faut créer ou intégrer des dynamiques internationales puisque les TIC ne connaissent pas de frontières. De nombreuses collaborations sont nées sous les auspices des Nations Unies dans le cadre des Objectifs du Millénaire, avec le Japon dans le cadre du TICAD, avec l'Union Africaine dans le cadre du NEPAD. Il en est de même d'autres Institutions Internationales comme la Francophonie ou l'Union Européenne. Afin de créer une synergie, de nombreuses Conférences et Réunions internationales ont lieu au Cameroun et dans la sous-région.

En somme, les TIC sont un outil majeur, un moteur de croissance et donc, par voie de conséquence, un moyen de lutte contre la pauvreté. Il est souhaitable d'intégrer de manière durable et efficace les nouvelles technologies dans tous les domaines, comme l'éducation ou encore la santé, pour qu'ils puissent se développer. Les ambitions de cet outil sont considérables, les conditions d'un réel développement durable étant, quel que soit le pays, dépendantes d'enjeux impliquant l'ensemble des politiques publiques. Les TIC sont donc un de ces enjeux, mais hélas n'en sont pas le levier déterminant. Il est grand temps de faire reculer la pauvreté par les technologies de l'information et de la communication (TIC) car ce secteur a été dans le monde celui qui a le plus créé d'emplois et dynamisé les processus économiques pendant ces dernières années. Le projet **TIC Afrique** s'inscrit et constitue une plus-value dans ce processus.

Les TIC comme instrument de lutte contre la pauvreté sont en train d'apparaître dans le cadre de politiques nationales et régionales émergentes, qui fournissent la base pour les partenariats et la participation des bailleurs de fonds. Par conséquent, l'hypothèse selon laquelle les TIC seraient un instrument de création des richesses et de lutte contre la pauvreté mérite d'être étudiée et démontrée avec beaucoup de tact.